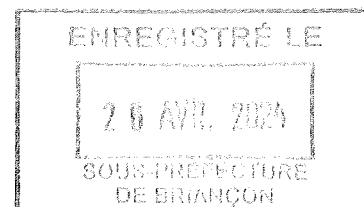




**DÉCISION DU MAIRE**  
**N°2024.04.24/52**



**Thème : MARCHÉS PUBLICS - FOURNITURES**

**Objet :** Marché public de Fournitures et livraison de véhicules pour les services municipaux de la Ville de Briançon (C2024-10) - Attribution.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2121-29, L. 2122-22 (4°), L. 2122-23, L. 2131-1 et L. 2131-2 ;

**Vu** le Code de la commande publique, notamment ses articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° ;

**Vu** le procès-verbal d'installation du conseil municipal en date du 3 juillet 2020 ;

**Vu** le procès-verbal de l'élection du Maire et des adjoints en date du 3 juillet 2020 ;

**Vu** la délibération n°DEL.2023.05.24/47 du conseil municipal en date du 24 mai 2023, portant délégation au Maire pour exercer au nom de la commune les attributions indiquées à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'avis de marché publié au BOAMP et sur le profil acheteur de la Collectivité, le 14 mars 2024, relatif au marché public référencé en objet ;

**Vu** l'avis de la Commission des Marchés à Procédure Adaptée réunie le 23 avril 2024 ;

**Considérant** les offres reçues ;

## DÉCIDE

### Article 1

D'attribuer le marché de Fournitures et livraison de véhicules pour les services municipaux de la Ville de Briançon, pour le lot n°1 : Un véhicule benne VU Transports ouverts L2 3.5 tonnes d'occasion à l'entreprise BRIANÇON AUTOMOBILES, représentée par M. Pascal COURTY, sis 150 rue des Lampiers 05100 Briançon (SIRET 894 242 171 00011) pour son offre après négociation à 27 984,29€ HT (soit 33 581,15€ TTC).

### Article 2

De déclarer la procédure infructueuse pour motif d'absence d'offres pour le Lot n°2 : Un véhicule de type 4x4, et de relancer une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables (procédure de gré à gré).

### Article 3

Monsieur le Maire, ou, en cas d'empêchement, un adjoint, est autorisé à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce, de nature administrative, technique ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente décision.

### Article 4

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en sous-préfecture ;
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir, soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

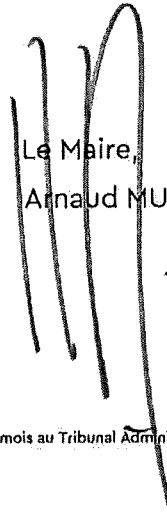
### Article 5

Madame la directrice générale des services est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée dans les conditions réglementaires habituelles, publiée au recueil des actes administratifs de la commune, notifiée à l'intéressé et transmise :

- au représentant de l'État dans l'arrondissement de Briançon ;
- au comptable public.

Fait à Briançon, le 25 AVR. 2024

Le Maire,  
Arnaud MURGIA



Date de publication : 25 AVR. 2024

Date de transmission au contrôle de légalité : 25 AVR. 2024

Le délai de recours contentieux contre la présente décision peut être déféré dans un délai de 2 mois au Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa notification ou de sa publication.